

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2004 — 1226

[C — 2004/35148]

**12 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement flamand portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 24.60, allocation de base 00.18. Année budgétaire 2003**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 4 juillet 2003 ajustant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2003, notamment l'article 20;

Vu l'Accord flamand sur l'emploi 2003-2004 du 21 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 5 décembre 2003.

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits inscrits à l'allocation de base 00.18 du programme 24.60 sont répartis partiellement conformément au tableau ci-dessous :*(en mille euros)*

Répartition de				Répartition vers				
DO	PR	AB	Montant CND	DO	PR	AB	SC *	Montant
24	60	00.18	3.510	41	4	41.01	CND	3.510

\* SC = SORTE DE CREDIT

**Art. 2.** Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des Comptes, au Parlement flamand et au Ministère de la Communauté flamande.

Bruxelles, le 12 décembre 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
B. SOMERSLa Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,  
A. BYTTEBIERLe Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire,  
D. VAN MECHELEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1227

[C — 2004/29097]

**3 MARS 2004. — Décret relatif au statut administratif des membres des personnels des établissements organisés par la Communauté française qui exercent leurs fonctions dans l'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements***Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3bis, inséré dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 20 novembre 1989 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :« Article 3bis. Pour l'application des articles 30, alinéa 1<sup>er</sup>, 31ter, 39, 40bis, 46novies, 46decies, 46undecies, 84, 85, 98, 99, 102, 104, 107, 107bis, 108, 109, 110, et 139, les services effectifs rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés aux services effectifs rendus dans l'enseignement de la Communauté française. »**Art. 2.** Dans l'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « et aux temporaires prioritaires » sont remplacés par les mots « , aux temporaires prioritaires et aux temporaires protégés ».

**Art. 3.** L'article 14*quinquies*, inséré dans le même arrêté par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 et remplacé par le décret du 17 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14*quinquies*. Il est créé 8 zones d'affectation de l'enseignement de promotion sociale, définies comme suit :

1° La zone d'affectation numéro 1, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française d'Anderlecht, Evere, Uccle, Woluwé, Braine l'Alleud et Court Saint-Étienne;

2° La zone d'affectation numéro 2, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française d'Ath, Tournai, Mouscron et Péruwez;

3° La zone d'affectation numéro 3, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française de Colfontaine, Dour, Frameries, et Jemappes-Mons;

4° La zone d'affectation numéro 4, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française de Morlanwelz, Philippeville, Rance et Thuin;

5° La zone d'affectation numéro 5, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française de Blégnny, Soumagne, Verviers et Vielsalm;

6° La zone d'affectation numéro 6, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française d'Alleur, Grace-Hollogne, Saint-Georges et Waremme;

7° La zone d'affectation numéro 7, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française d'Arlon, Libramont, Marche et Virton;

8° La zone d'affectation numéro 8, qui regroupe les instituts d'enseignement de promotion sociale de la communauté française de Dinant, Namur Cadets et Namur Céfor. »

**Art. 4.** L'article 14*sexies*, inséré dans le même arrêté par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 et remplacé par le décret du 17 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14*sexies*. § 1<sup>er</sup>. Pour l'ensemble des huit zones d'affectation visées à l'article 14*quinquies*, il est créé une commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale.

La commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale remet des avis au Gouvernement dans les cas visés à l'article 14*ter*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 4°.

§ 2. La commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale est composée :

1° d'un président qui est le Directeur général de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française;

2° d'un vice-président qui est un Directeur général adjoint de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française, qui supplée le président en cas d'absence;

3° du fonctionnaire général de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

4° de quatre membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, désignés par le Gouvernement parmi les huit présidents des commissions zonales visées à l'article 14*septies*;

5° de quatre membres effectifs désignés par les organisations syndicales représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail; chacune des organisations syndicales disposant d'au moins un représentant;

6° d'un délégué du Gouvernement avec voix consultative.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le Gouvernement désigne quatre membres suppléants parmi les chefs d'établissement de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les organisations syndicales susmentionnées désignent quatre membres suppléants.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale pour une durée de 4 ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. Les modalités de fonctionnement de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale sont fixées à l'article 14*ter*, § 3. »

**Art. 5.** L'article 14*septies*, inséré dans le même arrêté par le décret du 17 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14*septies*. § 1<sup>er</sup>. Dans chaque zone d'affectation prévue à l'article 14*quinquies*, il est créé une commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale.

La commission zonale d'affectation remet des avis au Gouvernement : dans les cas visés à l'article 14*quater*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 3°, et sur les emplois vacants au sein de la zone.

En outre, ladite commission zonale établit, sur la base des informations fournies par l'administration, la liste des membres du personnel susceptibles d'acquiescer la qualité de temporaire protégé et la communique au Gouvernement.

§ 2. Chaque commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale est composée :

1° d'un président, désigné par le Gouvernement;

2° de quatre membres effectifs désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel exerçant une fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la zone telle que visée à l'article 14*quinquies*, comprenant au moins les chefs des établissements de l'enseignement de promotion sociale de ladite zone; ce nombre est augmenté s'il échet au nombre des établissements que comporte la zone visée;

3° de quatre membres effectifs désignés par les organisations syndicales représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail; chacune des organisations syndicales disposant d'au moins un représentant; ce nombre est augmenté s'il échet au nombre des établissements que comporte la zone visée;

4° d'un délégué du Gouvernement avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, parmi les membres du personnel exerçant une fonction de sélection dans l'établissement de la zone dirigé par le membre effectif.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 3°, les organisations syndicales susmentionnées désignent un nombre équivalent de membres suppléants.

Le Gouvernement désigne les membres de chaque commission zonale pour une durée de 4 ans.

En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. Les modalités de fonctionnement de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale sont fixées à l'article 14<sup>quater</sup>, § 3, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4.

La commission se réunit la première quinzaine de mars, la première quinzaine de mai et la première quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président. »

**Art. 6.** L'article 17<sup>bis</sup> de l'arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le présent article n'est pas applicable à l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 7.** Un article 17<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 17<sup>ter</sup>. Dans l'enseignement de promotion sociale, lorsque, pour des raisons inhérentes à l'organisation de l'établissement, des cours doivent être impérativement organisés de manière simultanée et qu'il n'est dès lors pas possible de confier au même membre du personnel toutes les périodes relevant de la même fonction, ces périodes peuvent, sur avis favorable du comité de concertation de base, ne pas être toutes confiées au membre du personnel qui a la plus grande priorité.

Après qu'aient été attribuées à ce membre du personnel ayant la plus grande priorité le maximum de périodes compatible avec l'organisation de l'établissement visée à l'alinéa précédent, les périodes restantes sont alors confiées, dans l'ordre de priorité, au membre du personnel qui a la priorité immédiatement moins grande. »

**Art. 8.** L'intitulé de la section 2 du chapitre III du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — De la désignation à titre temporaire, des temporaires, des temporaires prioritaires et des temporaire protégés. »

**Art. 9.** L'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, dans le but de lui permettre d'exercer une fonction à prestations complètes, les périodes disponibles dans une même fonction au sein d'une même zone sont attribuées au temporaire le mieux classé. »

**Art. 10.** Un article 26<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 26<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement de promotion sociale, au sein d'un établissement, en cas de diminution des prestations disponibles dans une fonction considérée, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel selon l'ordre suivant :

1° les temporaires non classés;

2° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat;

3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2 du même arrêté, dans l'ordre inverse du classement;

4° les temporaires protégés, dans l'ordre inverse de leur classement en tant que temporaire;

5° les membres du personnel nommés à titre définitif pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;

6° les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

7° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

8° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent au sein de l'établissement.

§ 2. Dans l'enseignement de promotion sociale, au sein d'une zone, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel désigné à titre temporaire qui ne bénéficie pas de la qualité de temporaire protégé en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone ou dans une autre zone ou l'attribution à un membre du personnel de la même zone nommé à titre définitif d'un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaires non classés, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2 du même arrêté. »

**Art. 11.** A l'article 27 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou temporaire prioritaire » sont remplacés par les mots « , temporaire prioritaire ou temporaire protégé »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « ou du temporaire prioritaire » sont remplacés par les mots « , du temporaire prioritaire ou du temporaire protégé ».

**Art. 12.** A l'article 30 du même arrêté, l'alinéa 3, y inséré par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 et remplacé par le décret du 17 mai 1999, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 13.** Un article 31<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 31<sup>ter</sup>. Dans l'enseignement de promotion sociale, nul ne peut être désigné en qualité de temporaire protégé dans un établissement et une fonction considérés s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 20 pendant au moins 450 jours de service dans la fonction répartis sur 3 années scolaires au moins;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, de six mois de date au maximum, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel;

8° ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires d'un rapport défavorable d'un chef d'établissement ou de l'inspecteur compétent;

9° compter, au 30 avril de l'année scolaire qui précède la désignation en qualité de temporaire protégé, 450 jours d'ancienneté de fonction prestés dans le courant des 4 dernières années scolaires, dont 150 jours d'ancienneté de fonction dans l'établissement considéré;

10° ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau.

Un rapport défavorable couvrant moins de 100 périodes de prestation n'est pas pris en compte s'il est suivi d'un rapport favorable dans la fonction considérée couvrant au moins 400 périodes. »

**Art. 14.** Un article 31<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 31<sup>quater</sup>. Dans l'enseignement de promotion sociale, compte tenu des prestations disponibles, le Gouvernement désigne, dans l'ordre du classement visé à l'article 46<sup>octies</sup>, en qualité de temporaire protégé dans l'établissement et la fonction considérés, les membres du personnel qui remplissent les conditions visées à l'article 31<sup>ter</sup>, l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été constaté qu'ils remplissent ces conditions, conformément à l'article 14<sup>septies</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Dès qu'il a acquis la qualité de temporaire protégé et aussi longtemps qu'il la conserve, le membre du personnel figure d'office dans le classement des temporaires. Ce classement est adapté chaque année scolaire en augmentant d'une unité le nombre de candidatures de chaque temporaire protégé qui est réputé ainsi avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats.

Pour l'application de l'alinéa 2, le nombre de candidatures qui est attribué au membre du personnel qui a obtenu sa désignation en qualité de temporaire protégé sur base des dérogations visées à l'article 31<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est égal au nombre d'années scolaires pendant lesquelles ledit membre du personnel a bénéficié d'une désignation dans la fonction, après avoir satisfait à la condition de la même disposition.

Le membre du personnel qui ne se voit plus confier aucune période dans l'établissement et la fonction dans lesquels il a acquis la qualité de temporaire protégé perd cette qualité.

Dans ce cas, le membre du personnel visé à l'alinéa 3 conserve le bénéfice de son classement et est habilité, à l'égal du porteur d'un titre requis, à déposer annuellement une candidature entrant en ligne de compte pour ledit classement.

Sur avis de la commission zonale d'affectation, le Gouvernement met fin, dans l'ordre inverse du classement en tant que temporaire, à la désignation d'un temporaire protégé afin de désigner en cette qualité, et pour un nombre de périodes au maximum égal au nombre de périodes concernées, un membre du personnel qui a perdu celle-ci au cours des 4 années scolaires qui précèdent. »

**Art. 15.** Un article 31<sup>quinquies</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 31<sup>quinquies</sup>. Le membre du personnel, malade, en congé de maternité ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est désigné conformément à l'article 31<sup>quater</sup> en qualité de temporaire protégé.

Le nombre de jours visé à l'article 19 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité est accordé au membre du personnel à partir de la première prise de fonction qui suit sa désignation et est calculé à compter de cette prise de fonction effective.

Les absences pour maladie d'un membre du personnel désigné conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont imputées au nombre de jours dont il peut bénéficier en application de l'article 20 du même décret. »

**Art. 16.** A l'article 36 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou à un temporaire protégé » sont insérés entre les mots « attribué à un temporaire prioritaire » et « que s'il n'a pas été conféré », et les mots « , dans l'enseignement de plein exercice, » sont insérés entre les mots « par complément de charge ou » et « par complément d'horaire »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou à un temporaire protégé » sont insérés entre les mots « attribué à un temporaire prioritaire » et « que s'il n'a pas été conféré », et les mots « , dans l'enseignement de plein exercice, » sont insérés entre les mots « par complément de charge ou » et les mots « par complément d'horaire »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « ou à un temporaire protégé » sont insérés entre les mots « attribué à un temporaire prioritaire » et les mots « que s'il n'a pas été conféré ».

**Art. 17.** Dans l'article 38, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « ou dans l'enseignement de promotion sociale, tout temporaire qui sur la base de l'article 31<sup>ter</sup>, 2°, ou 31<sup>ter</sup>, 3°, n'est pas désigné en qualité de temporaire protégé, » sont insérés entre les mots « en qualité de prioritaire rejetée » et les mots « en est averti ».

**Art. 18.** L'article 39, e), du même arrêté, remplacé par le décret du 17 mai 1999, est abrogé.

**Art. 19.** Un article 40<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 40<sup>bis</sup>. Pour le calcul du nombre de jours d'ancienneté de fonction visé à l'article 31<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° :

1° sont seuls pris en considération les services effectifs rendus en fonction principale dans la fonction considérée et dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, soit depuis que le membre du personnel porte le titre requis pour la fonction visée à l'article 31<sup>quater</sup>, soit, lorsque les dérogations prévues à l'article 20 ont été accordées, à partir du 451<sup>e</sup> jour acquis en qualité de temporaire et à l'expiration de la troisième année scolaire, pour la fonction considérée;

2° le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction est de :

a) 300 jours si les services accomplis représentent au moins cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

b) 150 jours si les services accomplis représentent moins de cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction. »

**Art. 20.** L'article 41 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 31<sup>quater</sup>, les emplois sont attribués avant toute autre désignation à titre temporaire aux temporaires protégés. »

**Art. 21.** Dans l'article 42 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « ou un temporaire protégé » sont insérés entre les mots « Un temporaire prioritaire » et « peut être licencié », et les mots « ou le temporaire protégé » sont insérés entre les mots « Le temporaire prioritaire » et « vise et date cette proposition ».

**Art. 22.** A l'article 43 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou le temporaire protégé » sont insérés entre les mots « Le temporaire prioritaire » et « à charge duquel est formulée »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « ou le temporaire protégé » sont insérés entre les mots « Le temporaire prioritaire » et « est licencié ».

**Art. 23.** Dans l'article 43<sup>bis</sup>, inséré dans le même arrêté par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « ou un temporaire protégé » sont insérés entre les mots « Un temporaire prioritaire » et « peut cesser volontairement ses fonctions ».

**Art. 24.** L'article 44 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Tout temporaire protégé qui a fait l'objet d'un licenciement perd, pour la fonction qu'il exerçait au moment de son licenciement, la qualité de temporaire protégé ainsi que le bénéfice des candidatures introduites et du nombre de jours prestés avant son licenciement. »

**Art. 25.** Un article 44<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 44<sup>bis</sup>. Les articles 26<sup>bis</sup>, 30, 31, 32, 33, 34, 37, 37<sup>bis</sup>, 39, 40, 41, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 44, alinéa 1<sup>er</sup>, de la présente section ne sont pas applicables pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 26.** Sont insérés dans le chapitre III du même arrêté, entre l'intitulé de la « Section III. — De la nomination à titre définitif et des changements d'affectation. » insérée par l'arrêté du Gouvernement du 1<sup>er</sup> juin 1993 et l'article 45 du même arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 8 mai 2003, une sous-section 1<sup>re</sup> et un sous-titre A rédigés comme suit :

« Sous-section 1<sup>re</sup>. — De la nomination à titre définitif

A. De la nomination à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice. »

**Art. 27.** Il est inséré entre l'article 46 et 47 du même arrêté, remplacés par l'arrêté du gouvernement du 10 juin 1993, un sous-titre B rédigé comme suit :

« B. De la nomination à titre définitif dans l'enseignement de promotion sociale.

Article 46<sup>bis</sup>. Dans l'enseignement de promotion sociale, nul ne peut être nommé à titre définitif dans un établissement et une fonction considérés s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté économique européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice; »

5° posséder les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement;

6° être désigné, ou l'avoir été au cours des 4 années scolaires qui précèdent l'appel à nomination, en qualité de temporaire protégé dans la fonction dans laquelle l'emploi est déclaré vacant;

7° ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires d'un rapport défavorable d'un chef d'établissement ou de l'inspection compétente;

8° ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau;

9° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats.

Un rapport défavorable couvrant moins de 100 périodes de prestation n'est pas pris en compte s'il est suivi d'un rapport favorable dans la fonction considérée couvrant au moins 400 périodes. »

**Art. 28.** Un article 46ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46ter. Dans l'enseignement de promotion sociale, par emploi vacant d'une fonction de recrutement de la catégorie du personnel directeur et enseignant, il y a lieu d'entendre l'emploi ou les emplois constitué(s) par établissement de toutes les périodes organiques d'une même fonction qui ont été organisées sans interruption au cours des 5 années scolaires qui précèdent dans l'établissement visé, diminuées de toutes les périodes attribuées à des membres du personnel nommés à titre définitif et affectés dans l'établissement, et de toutes les périodes attribuées à des experts conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1993 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts, recrutés sur la base de leurs compétences particulières, pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

En ce qui concerne la fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation, sont réputés vacants les emplois de recrutement justifiés par les dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale qui ont été organisés sans interruption au cours des 5 années scolaires qui précèdent dans l'établissement visé, et qui ne sont pas attribués à un membre du personnel nommé à titre définitif ou à un membre du personnel administratif. »

**Art. 29.** Un article 46quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46quater. Dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant du mois de janvier, le chef d'établissement réunit le comité de concertation de base de l'établissement afin d'examiner la liste des emplois vacants établie par l'administration conformément aux dispositions de l'article 46ter.

Chaque chef d'établissement transmet pour le 15 février de chaque année au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale concernée la liste des emplois vacants par fonction, en précisant le nombre de périodes concernées, ainsi que les périodes qui sont susceptibles d'être attribuées par extension de charge.

Lorsque des cours doivent impérativement être organisés de manière simultanée, conformément aux dispositions de l'article 17ter, le chef d'établissement propose au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale, pour une même fonction, plusieurs emplois dont la somme des périodes les constituant ne peut être supérieure au nombre de périodes visé à l'article 46ter. La liste est obligatoirement accompagnée du procès-verbal de la réunion du comité de concertation de base, détaillant les motivations qui justifient la déclaration des emplois vacants et spécifiant que certains emplois vacants ne peuvent être attribués au même membre du personnel. »

**Art. 30.** Un article 46quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46quinquies. Au plus tard pour le 15 mars de chaque année, chaque commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale transmet au Gouvernement la liste des emplois vacants par établissement et par fonction, en précisant le nombre de périodes concernées. Cette liste doit être motivée. La commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale transmet obligatoirement au Gouvernement tous les emplois vacants des établissements de la zone établis conformément aux dispositions de l'article 46ter.

D'autre part, la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale communique au Gouvernement pour la même date les avis visés à l'article 14quater, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 3°.

Pour figurer sur la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un emploi vacant doit obligatoirement comporter au moins un vingtième du nombre de périodes requis pour former un emploi d'une fonction à prestations complètes. »

**Art. 31.** Un article 46sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46sexies. Au plus tard le 15 mai, le Gouvernement lance un appel à nomination par la publication au *Moniteur belge*, par établissement et par fonction, de la liste des emplois qui restent vacants dans l'enseignement de promotion sociale après qu'il a procédé, pour les membres du personnel de la zone considérée, à l'extension de charge pour les membres du personnel qui ont accepté ladite extension, aux opérations de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service, de complément de charge et de changement d'affectation, et précise le nombre de périodes que comporte chacun d'eux.

Le Gouvernement précise les conditions requises dans le chef des candidats à l'une des fonctions à conférer, ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites. »

**Art. 32.** Un article 46septies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46septies. Dans l'enseignement de promotion sociale, le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature séparée pour chacun d'eux. A peine de nullité, les candidatures sont introduites auprès du Gouvernement par lettre recommandée à la poste.

Un candidat n'est pas autorisé à solliciter plus d'un emploi déclaré pour une même fonction au sein du même établissement.

Un candidat de la catégorie du personnel directeur et enseignant peut demander dans l'acte de candidature de limiter sa nomination définitive à un nombre de périodes inférieur au nombre de périodes déclaré pour l'emploi vacant considéré, à la condition que ce nombre ne soit pas inférieur au vingtième du nombre de périodes requis pour former une fonction à prestations complètes.

Un candidat de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation peut demander dans l'acte de candidature de limiter sa nomination définitive à un mi-temps lorsque l'emploi est déclaré à temps plein. »

**Art. 33.** Un article 46*octies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46*octies*. Pour chacun des emplois vacants à attribuer conformément aux dispositions de l'article 46*sexies*, les candidats qui ont fait régulièrement acte de candidature et qui remplissent les conditions requises sont classés d'après l'ancienneté de service qu'ils ont acquise le 30 avril de l'année scolaire qui précède.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, a priorité le candidat qui compte la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, a priorité le candidat le plus âgé. »

**Art. 34.** Un article 46*novies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46*novies*. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 46*octies*, alinéa 1<sup>er</sup>, sont admissibles les services effectifs rendus en fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1998, soit depuis que le membre du personnel porte le titre requis pour la fonction visée l'article 31*quater*, soit, lorsque les dérogations prévues à l'article 20 ont été accordées, à partir du 451<sup>e</sup> jour acquis en qualité de temporaire et à l'expiration de la troisième année scolaire, pour la fonction considérée.

Sont également pris en considération les services effectifs rendus à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1998 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française en fonction principale dans une autre fonction de la même catégorie ou d'une autre catégorie que celle visée à l'article 31*quater*, depuis qu'il porte le titre requis pour cette autre fonction de la même catégorie ou d'une autre catégorie. Sont également admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus en fonction principale dans la fonction considérée, dans une autre fonction de la même catégorie ou d'une autre catégorie dans l'enseignement organisé par la Communauté française avant le 1<sup>er</sup> septembre 1998, depuis qu'il porte le titre requis pour la fonction dans laquelle les services ont été rendus. »

**Art. 35.** Un article 46*decies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46*decies*. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 46*octies*, alinéa 2, sont seuls admissibles les services que le membre du personnel a rendus en fonction principale à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1998 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française dans la fonction à laquelle il se porte candidat, soit depuis que le membre du personnel porte le titre requis pour la fonction visée à l'article 31*quater*, soit, lorsque les dérogations prévues à l'article 20 ont été accordées, à partir du 451<sup>e</sup> jour acquis en qualité de temporaire et à l'expiration de la troisième année scolaire, pour la fonction considérée.

Sont également admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus en fonction principale dans la fonction considérée dans l'enseignement organisé par la Communauté française avant le 1<sup>er</sup> septembre 1998, depuis qu'il porte le titre requis pour la fonction dans laquelle les services ont été rendus. »

**Art. 36.** Un article 46*undecies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46*undecies*. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visés à l'article 46*novies* et dans l'ancienneté de fonction visés à l'article 46*decies* :

1° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 300 jours, si les services accomplis par année scolaire représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année scolaire nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 150 jours par année scolaire, si les services accomplis par année scolaire représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année scolaire nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

3° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées au cours de la même année scolaire, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant l'année scolaire considérée.

Pour le calcul de la durée des services admissibles visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont applicables par analogie les dispositions de l'article 39, *b*. »

**Art. 37.** Un article 46*duodecies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46*duodecies*. § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes dans l'enseignement de promotion sociale figure d'office dans le classement des temporaires et est réputé avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats. Ce classement est adapté chaque année en augmentant d'une unité le nombre de ses candidatures.

Le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction principale à prestations complètes dans l'enseignement de promotion sociale perd le bénéfice d'une nomination antérieure à une fonction principale, à prestations complètes ou incomplètes.

Si le membre du personnel est nommé à titre définitif dans plusieurs fonctions, le nombre total de périodes attribuées dans ces différentes fonctions ne peut pas dépasser le nombre minimum de périodes requis fixé à l'article 9, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

§ 2. Dans l'enseignement de promotion sociale, un changement d'affectation ne peut être accordé dans un emploi occupé par un temporaire protégé. »

**Art. 38.** Un article 46*terdecies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 46*terdecies*. Dans l'enseignement de promotion sociale, toute nomination à titre définitif sort ses effets le 1<sup>er</sup> septembre qui suit l'appel à nomination. »

**Art. 39.** Est inséré entre l'article 46*terdecies* inséré par le présent décret et l'article 47, remplacé par l'arrêté du gouvernement du 10 juin 1993, un sous-titre *C*, rédigé comme suit :

« *C*. Dispositions communes à la nomination à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice et dans l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 40.** Est inséré entre l'article 47, remplacé par l'arrêté du gouvernement du 10 juin 1993, et l'article 48 du même arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2001, une sous-section 2 rédigée comme suit :

« Sous-section 2. — Des changements d'affectation. »

**Art. 41.** A l'article 48 de l'arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « le 1<sup>er</sup> juillet suivant. » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> juillet suivant sauf dans l'enseignement de promotion sociale où il produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre suivant. »;

2° dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du mois de janvier » sont remplacés par les mots « du mois de janvier, sauf dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars »;

3° dans le § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Un changement d'affectation » sont remplacés par les mots « Sauf dans l'enseignement de promotion sociale, un changement d'affectation ».

**Art. 42.** Dans l'article 65 du même arrêté, modifié par l'arrêté du gouvernement du 10 juin 2003, les mots « et aux temporaires prioritaires. » sont remplacés par les mots « , aux temporaires prioritaires et aux temporaires protégés. »

**Art. 43.** Dans l'article 67, 1° du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'exécutif du 27 septembre 1991 et modifié par l'arrêté du gouvernement du 10 juin 1993, les mots « et aux temporaires prioritaires » sont remplacés par les mots « , des temporaires prioritaires et des temporaires protégés ».

**Art. 44.** A l'article 80 du même arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 17 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « le 1<sup>er</sup> juillet suivant. » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> juillet suivant, sauf dans l'enseignement de promotion sociale où il produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre suivant. »;

2° dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du mois de janvier » sont remplacés par les mots « du mois de janvier, sauf dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars »;

3° dans le § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « un changement d'affectation » sont remplacés par les mots « sauf dans l'enseignement de promotion sociale, un changement d'affectation ».

**Art. 45.** A l'article 83 du même arrêté, modifié par l'arrêté du gouvernement du 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup> est inséré un 3° bis, rédigé comme suit :

« 3° bis. dans l'enseignement de promotion sociale, compter une ancienneté de service de 3000 jours au moins; »;

2° dans le même alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « six ans au moins; » sont remplacés par les mots « six ans au moins; dans l'enseignement de promotion sociale, l'ancienneté de fonction requise est de 1 800 jours au moins; »;

3° le même article 1<sup>er</sup> est complété par un « 7° », rédigé comme suit :

« 7° dans l'enseignement de promotion sociale, avoir obtenu l'attestation de réussite de la ou des unités de formation fixée(s) par le Gouvernement. »;

4° entre les alinéas 2 et 3 est inséré l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, sans préjudice de la condition fixée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et à défaut de candidature d'un membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale rencontrant l'ensemble des conditions énumérées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut nommer un membre du personnel titulaire à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice de l'une des fonctions de recrutement aux libellés correspondant aux fonctions de recrutement donnant accès aux fonctions de sélection dans l'enseignement de promotion sociale ou, en ce qui concerne la fonction de sous-directeur, un membre du personnel titulaire à titre définitif d'une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française visée par le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

**Art. 46.** Dans l'article 84 du même arrêté, modifié par l'arrêté du gouvernement des 9 janvier 1996 et 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 83, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° bis et pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 83, alinéa 1<sup>er</sup>, 4, sont applicables les dispositions des articles 46novies, 46decies et 46undecies. »

**Art. 47.** L'article 85, g), inséré par l'arrêté du gouvernement du 12 janvier 1998 et remplacé par le décret du 17 mai 1999 est abrogé.

**Art. 48.** A l'article 94 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « le 1<sup>er</sup> janvier suivant. » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> janvier suivant, sauf dans l'enseignement de promotion sociale où il produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre suivant. »;

2° dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du mois d'octobre. » sont remplacés par les mots « du mois d'octobre, ou, en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars. »;

3° dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Un changement d'affectation » sont remplacés par les mots « Sauf dans l'enseignement de promotion sociale, un changement d'affectation. »

**Art. 49.** A l'article 97 du même arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 17 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « de dix ans au moins; » sont remplacés par les mots « de dix ans au moins; dans l'enseignement de promotion sociale, l'ancienneté de service requise est de 3000 jours au moins; »;

2° dans le même alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « de six ans au moins; » sont remplacés par les mots « de six ans au moins; dans l'enseignement de promotion sociale, l'ancienneté de fonction requise est de 1 800 jours au moins; »;

3° dans le même alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, les mots « à conférer. » sont remplacés par « à conférer, ou, en ce qui concerne les membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice visés à l'alinéa 3, du brevet de préfet des études et de directeur »;

4° entre les alinéas 2 et 3 est inséré l'alinéa suivant :



« Dans l'enseignement de promotion sociale, sans préjudice de la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et à défaut de candidature d'un membre du personnel rencontrant l'ensemble des conditions énumérées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut nommer un membre du personnel titulaire à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice de l'une des fonctions de recrutement aux libellés correspondant aux fonctions de recrutement donnant accès aux fonctions de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, ou un membre du personnel titulaire à titre définitif d'une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française visée par le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

**Art. 50.** L'article 98 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du gouvernement du 9 janvier 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, pour le calcul de cette ancienneté de service, sont applicables les dispositions de l'article 46*novies*. »

**Art. 51.** Dans l'article 99 du même arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 17 mai 1999, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, pour le calcul de ladite ancienneté de fonction, les dispositions de l'article 46*decies* sont applicables. »

**Art. 52.** A l'article 100 du même arrêté, modifié par l'arrêté du gouvernement du 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « l'article 85, a), b), c), d), e), f), et g) » sont remplacés par les mots « l'article 85, a), b), c), d), e), et f) »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, pour le calcul de la durée des services admissibles dans lesdites anciennetés, sont applicables les dispositions de l'article 46*undecies*. »

**Art. 53.** A l'article 106 de l'arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point « 3° être âgé de 35 ans; » est supprimé;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 4°, qui devient le point 3°, après les mots « de dix ans au moins; » sont ajoutés les mots « dans l'enseignement de promotion sociale, l'ancienneté de service requise est de 3 000 jours au moins; »;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 5°, qui devient le point 4°, après les mots « de six ans au moins; » sont ajoutés les mots « dans l'enseignement de promotion sociale, l'ancienneté de fonction requise est de 1 800 jours au moins; »;

4° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, après les points « 6°, 7° et 8° », qui deviennent respectivement les points « 5°, 6° et 7° », est ajouté un nouveau point 8° libellé comme suit :

« 8° dans l'enseignement de promotion sociale, être titulaire du brevet de promotion en rapport avec la fonction à conférer. »

**Art. 54.** L'article 107 du même arrêté, modifié par l'arrêté du gouvernement du 9 janvier 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, pour le calcul des anciennetés visées aux 1°, 2° et pour le calcul de la durée des services admissibles dans lesdites anciennetés visée au 3° du présent article, les dispositions des articles 46*novies*, 46*decies* et 46*undecies* sont respectivement applicables. »

**Art. 55.** Un article 110*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 110*bis*. L'article 108 n'est pas applicable dans l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 56.** A l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 111 du même arrêté, entre les mots « fonction d'inspecteur général » et les mots « s'il ne répond » sont insérés les mots « ou, pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, à la fonction d'administrateur pédagogique ».

**Art. 57.** Dans l'article 112 du même arrêté, les mots « et d'inspecteur général » sont remplacés par les mots « , d'inspecteur général et d'administrateur pédagogique ».

**Art. 58.** Un article 159*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 159*bis*. Lorsqu'un chef d'établissement d'enseignement de promotion sociale constate qu'il ne pourra confier à un membre du personnel qui n'est pas mis en disponibilité par défaut d'emploi un nombre de périodes au moins égal à celui pour lequel il est rétribué à titre définitif, il en avertit dans les 10 jours le Gouvernement et le président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dont relève l'établissement.

Le membre du personnel concerné reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative, lui confier un complément d'attributions dans son établissement et, sur proposition de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dont relève l'établissement, lui confier un complément de charge dans un des établissements de la zone :

1° d'abord, avant toute désignation d'un temporaire ou d'un temporaire protégé;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires;

3° enfin, dans les emplois occupés par des temporaires protégés dans l'ordre inverse de leur classement en qualité de temporaire. »

**Art. 59.** Un article 159*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 159*ter*. Lorsque les dispositions de l'article 159*bis*, alinéa 2, n'ont pu trouver à s'appliquer pour la totalité des périodes concernées, le président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dont relève l'établissement en avertit, dans les 10 jours, le Gouvernement et le président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale. Le membre du personnel concerné reste à la disposition du Gouvernement qui peut, sur proposition de la commission interzonale d'affectation, lui confier un complément de charge dans un établissement d'une autre zone :

1° d'abord, avant toute désignation d'un temporaire;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires. »

**Art. 60.** Un article 159<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 159<sup>quater</sup>. Tout membre du personnel peut refuser de se voir attribuer des périodes sur base des dispositions de l'article 159<sup>ter</sup>, alinéa 2, dans tout établissement d'une autre zone se situant à plus de 40 km d'un des établissements dans lesquels il est nommé à titre définitif. »

**Art. 61.** Un article 167<sup>ter</sup>, 1, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 167<sup>ter</sup>, 1. Dans l'enseignement de promotion sociale, lorsqu'un chef d'établissement ne peut plus confier aucune période vacante à un membre du personnel, ce dernier est placé en disponibilité par défaut d'emploi, et le chef d'établissement le notifie dans les 10 jours au ministre et au président de la commission zonale concernée.

Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du ministre qui peut, d'initiative ou sur proposition de la commission zonale concernée, le rappeler provisoirement à l'activité de service ou, sur proposition de ladite commission, le rappeler à l'activité de service pour une durée indéterminée dans un des établissements de la zone, sans préjudice du respect des dispositions de l'article 26<sup>ter</sup>, § 2, et avant toute désignation d'un temporaire ou d'un temporaire protégé.

Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté dans un des établissements de la zone par le ministre sur avis de la commission zonale compétente :

1° d'abord, dans les emplois vacants occupés par des temporaires;

2° ensuite, dans les emplois vacants occupés par des temporaires protégés, dans l'ordre inverse de leur ancienneté conformément aux dispositions de l'article 46<sup>octies</sup>.

Le membre du personnel n'entre en fonction dans l'emploi où il est réaffecté que le 1<sup>er</sup> septembre qui suit la date à laquelle a été prise la décision de le réaffecter.

**Art. 62.** Un article 167<sup>ter</sup>, 2, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 167<sup>ter</sup>, 2. Lorsque qu'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi n'a pu, dans sa zone, être rappelé provisoirement à l'activité de service, être rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée ou réaffecté pour un nombre de périodes au moins égal à celui pour lequel il est nommé à titre définitif, le président de la commission zonale le notifie au ministre ainsi qu'au président de la commission interzonale d'affectation.

Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du ministre qui peut, d'initiative ou sur proposition de la commission interzonale, le rappeler provisoirement à l'activité de service ou, sur proposition de ladite commission, le rappeler à l'activité de service pour une durée indéterminée dans un des établissements d'une autre zone avant toute désignation d'un temporaire ou dans un emploi occupé par un temporaire.

Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté par le ministre sur avis de la commission interzonale d'affectation dans un établissement d'une autre zone dans les emplois vacants occupés par des temporaires. »

**Art. 63.** Un article 167<sup>ter</sup>, 3, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 167<sup>ter</sup>, 3. Tout membre du personnel peut refuser de se voir attribuer des périodes sur base des dispositions des articles 159<sup>bis</sup>, alinéa 2 et 167<sup>ter</sup>, 2, alinéa 2, dans tout établissement se situant à plus de 40 km de son domicile. »

**Art. 64.** Un article 167<sup>ter</sup>, 4, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 167<sup>ter</sup>, 4. Le membre du personnel rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée est réaffecté dans le même établissement le 1<sup>er</sup> septembre suivant la vacance d'un emploi de sa fonction.

Le membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts des périodes pour lesquelles il est rémunéré, entre en fonction dans l'emploi où il est réaffecté à la date du 1<sup>er</sup> septembre suivant. »

**Art. 65.** Un article 167<sup>ter</sup>, 5, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 167<sup>ter</sup>, 5. Les dispositions des articles 167, § 1<sup>er</sup>, 2, 3, et 5, ainsi que l'article 167<sup>ter</sup> de la présente section ne sont pas applicables pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements*

**Art. 66.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993 et 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Avant d'être désignée comme temporaire prioritaire ou, en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, avant d'être nommée à titre définitif, comme membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française, toute personne doit se soumettre à un examen médical organisé par le service de santé administratif, à la demande du ministre qui a l'enseignement dont relève le membre du personnel dans ses attributions. »

**Art. 67.** Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « et nommé à titre définitif » sont remplacés par les mots « et nommé à titre définitif, ou, en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, être nommé à titre définitif ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat*

**Art. 68.** L'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour le calcul du nombre de jours sont applicables les dispositions fixées à l'article 39, b), c) et d) de l'arrêté royal du 22 mars 1969; pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1998, sont applicables les dispositions de l'article 46<sup>undecies</sup> du même arrêté. »

**Art. 69.** Dans l'article 3, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 9 novembre 1989, les mots « dans une autre fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire » sont remplacés par les mots « dans une fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire, ainsi que, dans l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes ».

CHAPITRE IV. — *Modification à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommé aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements*

**Art. 70.** L'article 1<sup>er</sup> bis de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour la nomination aux fonctions énumérées à l'article 10bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les fonctions énumérées à l'article 1<sup>er</sup> dont doivent être titulaires les membres du personnel doivent avoir été exercées dans l'enseignement de promotion sociale. »

CHAPITRE V. — *Modification à l'arrêté royal du 22 septembre 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés à la fonction d'inspecteur général*

**Art. 71.** L'intitulé de l'arrêté royal du 22 septembre 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés à la fonction d'inspecteur général est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 22 septembre 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés à la fonction d'inspecteur général ou d'administrateur pédagogique. »

**Art. 72.** Un article 1<sup>er</sup> bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 1<sup>er</sup> bis. Pour pouvoir être nommé à la fonction d'administrateur pédagogique, les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française doivent être titulaires, depuis 1 800 jours au moins, d'une des fonctions énumérées à l'article 10bis, 2<sup>e</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, et être porteur d'un des diplômes énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »

CHAPITRE VI. — *Modifications à l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 73.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, remplacé par le décret du 20 décembre 2001, les mots « Le membre du personnel nommé à titre définitif, soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 » sont remplacés par les mots « Hormis dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel nommé à titre définitif, soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969. »

**Art. 74.** Un article 1<sup>er</sup> bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 1<sup>er</sup> bis. Dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel nommé à titre définitif, soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité est mis en disponibilité par défaut d'emploi, lorsqu'aucune période vacante dans sa fonction n'a pu lui être confiée dans l'établissement où il exerce sa fonction à titre définitif, s'il ne l'exerce que dans un seul établissement ou dans l'ensemble des établissements où il exerce sa fonction à titre définitif, s'il l'exerce dans plusieurs établissements.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes vacantes au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, dans l'établissement où il exerce sa fonction à titre définitif, s'il ne l'exerce que dans un seul établissement, ou dans un ou plusieurs des établissements où il exerce sa fonction à titre définitif, s'il l'exerce dans plusieurs établissements, est placé en perte partielle de charge. »

**Art. 75.** L'article 3bis du même arrêté, remplacé par le décret du 29 mars 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Le membre du personnel visé à l'article 1<sup>er</sup> bis du présent arrêté n'est placé en perte partielle de charge ou mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction dans un emploi vacant et ce, dans l'ordre fixé par l'article 26ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité. »

**Art. 76.** Dans l'article 3quater du même arrêté, remplacé par le décret du 29 mars 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, à égalité d'ancienneté de service, est placé en perte partielle de charge ou est mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de fonction. A égalité d'ancienneté de fonction, est placé en perte partielle de charge ou est mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel le moins âgé. »

**Art. 77.** L'article 3sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 4 juillet 1994 et 9 janvier 1996 et par le décret du 8 février 1999, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est complété par un § 2 ainsi rédigé :

« § 2. Dans l'enseignement de promotion sociale pour les services rendus à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1998, le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 3<sup>quater</sup> est effectué selon les règles suivantes :

1° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 300 jours, si les services accomplis par année scolaire représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge dans cette fonction;

2° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 150 jours par année scolaire, si les services accomplis par année scolaire représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

3° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

4° trente jours forment un mois;

5° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois par année civile. »

#### CHAPITRE VII. — Mesures abrogatoires et finales

**Art. 78.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale est abrogé.

**Art. 79.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
F. DUPUIS

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 491-1. — Amendement de commission, n° 491-2.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 17 février 2004.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1227

[C - 2004/29097]

#### **3 MAART 2004. — Decreet betreffende het administratief statuut van de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen die hun ambt in het onderwijs voor sociale promotie uitoefenen (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

**Artikel 1.** Artikel 3bis, ingevoegd in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 20 november 1989 en vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3bis. Voor de toepassing van de artikelen 30, eerste lid, 31ter, 39, 40bis, 46novies, 46decies, 46undecies, 84, 85, 98, 99, 102, 104, 107, 107bis, 108, 109, 110, et 139, worden de diensten die in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap werkelijk worden gepresteerd, gelijkgesteld met de diensten die werkelijk werden gepresteerd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 2.** In artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de woorden « op de prioritaire tijdelijken » vervangen door de woorden « op de prioritaire tijdelijken en op de beschermde tijdelijken ».

**Art. 3.** Artikel 14*quinquies*, ingevoegd in hetzelfde besluit van de Regering van 12 januari 1998 en vervangen door het decreet van 17 mei 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14*quinquies*. Er worden 8 aanstellingszones voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht, die worden bepaald als volgt :

1° De aanstellingszone nummer 1, die de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Anderlecht, Evere, Ukkel, Woluwe, Eigenbrakel en Court-Saint-Étienne omvat;

2° De aanstellingszone nummer 2, die de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Aat, Doornik, Moeskroen en Pérulwez omvat;

3° De aanstellingszone nummer 3, die de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Colfontaine, Dour, Frameries, en Jemappes-Mons omvat;

4° De aanstellingszone nummer 4, die de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie te Morlanwelz, Philippeville, Rance en Thuin omvat;

5° De aanstellingszone nummer 5, die de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Blégny, Soumagne, Verviers en Vielsalm omvat;

6° De aanstellingszone nummer 6, die de inrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Alleur, Grace-Hollogne, Saint-Georges en Borgworm omvat;

7° De aanstellingszone nummer 7, die de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Aarlen, Libramont, Marche en Virton omvat;

8° De aanstellingszone nummer 8, die de instellingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te Dinant, Namur Cadets en Namur Céfor omvat. »

**Art. 4.** Artikel 14*sexies*, ingevoegd in hetzelfde besluit door het besluit van de Regering van 12 januari 1998 en vervangen door het decreet van 17 mei 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14*sexies*. § 1. Voor het geheel van de acht aanstellingszones bedoeld in artikel 14*quinquies* wordt een interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie brengt adviezen aan de Regering uit in de gevallen bedoeld in artikel 14*ter*, § 1, tweede lid, 1° tot 4°.

§ 2. De interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie is samengesteld uit :

1° een voorzitter, die de directeur-generaal is van de algemene directie onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap;

2° een ondervoorzitter die een adjunct-directeur-generaal is bij de algemene directie onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, die de voorzitter bij diens afwezigheid vervangt;

3° de ambtenaar-generaal van de algemene directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

4° vier leden van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering onder de acht voorzitters van de zonale aanstellingscommissies bedoeld in artikel 14*septies*;

5° vier werkende leden, aangewezen door de vakorganisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben; elk van de vakorganisaties beschikken over ten minste één vertegenwoordiger;

6° een afgevaardigde van de Regering met raadgevende stem.

Naast de vier werkende leden bedoeld in het eerste lid, 4°, stelt de Regering vier plaatsvervangende leden aan onder de inrichtingshoofden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Naast de vier werkende leden bedoeld in het eerste lid, 5°, wijzen de bovenvermelde vakorganisaties vier plaatsvervangende leden aan.

De Regering wijst de leden van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan voor een periode van 4 jaar. Bij overlijden of ontslag gedurende het mandaat, stelt de Regering een ander lid aan, dat het lopende mandaat voleindigt.

§ 3. De nadere regels voor de werking van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie worden vastgesteld in artikel 14*ter*, § 3. »

**Art. 5.** Artikel 14*septies*, ingevoegd in hetzelfde besluit bij het decreet van 17 mei 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14*septies*. § 1. In elke aanstellingszone bedoeld in artikel 14*quinquies*, wordt een zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De zonale aanstellingscommissie brengt adviezen aan de Regering uit : in de gevallen bedoeld in artikel 14*quater*, § 1, tweede lid, 1° tot 3°, en over de betrekkingen die binnen de zone vacant zijn.

Die zonale commissie stelt, op grond van de inlichtingen verstrekt door de administratie, de lijst vast van de personeelsleden die de hoedanigheid van beschermde tijdelijke kunnen krijgen en deelt die mee aan de Regering.

§ 2. Elke zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie is samengesteld uit :

1° een voorzitter, aangesteld door de Regering;

2° vier werkende leden, aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die een selectie- of bevorderingsambt in het onderwijs voor sociale promotie binnen de zone zoals bedoeld in artikel 14*quinquies* uitoefenen, onder wie ten minste de inrichtingshoofden van het onderwijs voor sociale promotie van die zone; dat aantal wordt, in voorkomend geval, vermeerderd met het aantal inrichtingen die de bedoelde zone omvat;

3° vier werkende leden aangesteld door de vakorganisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben; elk van de vakorganisaties beschikken over ten minste een vertegenwoordiger; dat aantal wordt, in voorkomend geval, vermeerderd met het aantal inrichtingen die de bedoelde zone omvat;

4° een afgevaardigde van de Regering met raadgevende stem.

De Regering stelt een plaatsvervangend lid aan voor ieder werkend lid bedoeld in het eerste lid, 2°, onder de personeelsleden die een selectie-ambt uitoefenen in de zone-inrichting die door het werkend lid wordt geleid.

Naast de vier werkende leden bedoeld in het eerste lid, 3°, wijzen de bovenvermelde vakorganisaties een gelijk aantal plaatsvervangende leden aan.

De Regering stelt de leden van elke zonale commissie voor een periode van 4 jaar aan.

Bij overlijden of ontslag, stelt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voleindigt.

§ 3. De nadere regels voor de werking van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie worden vastgesteld in artikel 14<sup>quater</sup>, § 3, 1ste, 2e en 4e leden.

De commissie vergadert tijdens de eerste veertien dagen van maart, de eerste veertien dagen van mei en de eerste veertien dagen van november. Ze kan op andere tijdstippen vergaderen op initiatief van de voorzitter. »

**Art. 6.** Artikel 17<sup>bis</sup> van het besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt aangevuld met een lid, dat luidt als volgt :

« Dit artikel is niet van toepassing op het onderwijs voor sociale promotie. »

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 17<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17<sup>ter</sup>. Wanneer, in het onderwijs voor sociale promotie, om redenen die eigen zijn aan de organisatie van de inrichting, cursussen gelijktijdig moeten worden georganiseerd en het bijgevolg niet mogelijk is om aan hetzelfde personeelslid alle lestijden in verband met hetzelfde ambt toe te vertrouwen, kunnen niet al die lestijden, op gunstig advies van het basisoverlegcomité, worden toevertrouwd aan het personeelslid met de grootste prioriteit.

Nadat het maximaal aantal lestijden toegelaten voor de organisatie van de inrichting bedoeld in het vorig lid aan dat personeelslid met de grootste prioriteit werd toevertrouwd, worden de overblijvende lestijden, in de volgorde van de prioriteiten, toevertrouwd aan het personeelslid met de onmiddellijk minder grote prioriteit. »

**Art. 8.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« *Afdeling 2.* — Tijdelijke aanstelling, tijdelijken, prioritaire tijdelijken en beschermde tijdelijken. »

**Art. 9.** Artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie, worden de lestijden die in eenzelfde ambt binnen dezelfde zone beschikbaar zijn, aan de best gerangschikte tijdelijke toevertrouwd, om hem de mogelijkheid te verschaffen om een ambt met volledig leerplan uit te oefenen. ».

**Art. 10.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 26<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 26<sup>ter</sup>. In het onderwijs voor sociale promotie, binnen een inrichting, bij vermindering van de prestaties die in een betrokken ambt beschikbaar zijn, wordt volledig of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een personeelslid in de volgende volgorde :

1° de niet gerangschikte tijdelijken;

2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;

3° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van hetzelfde besluit, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

4° de beschermde tijdelijken, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking als tijdelijke;

5° de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn voor de prestaties die hun worden toegewezen als aanvullende opdracht;

6° de personeelsleden die voorlopig in actieve dienst weer in dienst worden geroepen in het ambt waarin ze benoemd zijn;

7° de personeelsleden die weer in actieve dienst worden geroepen voor onbepaalde tijd in het ambt waarin ze benoemd zijn;

8° de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat ze binnen de inrichting uitoefenen.

§ 2. In het onderwijs voor sociale promotie, binnen een zone, wordt geheel of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een tijdelijk aangesteld personeelslid dat niet de hoedanigheid van beschermde tijdelijke bezit, om het voorlopig weer in actieve dienst roepen van een wegens ontstentenis van betrekking in dezelfde zone of een andere zone ter beschikking gesteld personeelslid mogelijk te maken of om de toewijzing aan een in vast verband benoemd personeelslid van dezelfde zone mogelijk te maken van een aantal uren dat gelijk is aan het aantal uren waarvoor het bezoldigd is.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt eerst een einde gemaakt, binnen de zone waarin het weer in actieve dienst roepen geschiedt of de aanvullende opdracht wordt uitgevoerd, aan de prestaties van de niet gerangschikte tijdelijken, dan aan die van de gerangschikte tijdelijken bedoeld in artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en ten slotte, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking, aan die van de gerangschikte tijdelijken van de eerste groep bedoeld in artikel 2 van hetzelfde besluit. ».

**Art. 11.** In artikel 27 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « of prioritair tijdelijke » vervangen door de woorden « prioritair tijdelijke of beschermde tijdelijke »;

2° in het derde lid, worden de woorden « de prioritair tijdelijke » vervangen door de woorden « prioritair tijdelijke of beschermde tijdelijke ».

**Art. 12.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, wordt het derde lid, er door het besluit van de Regering van 12 januari 1998 ingevoegd en door het decreet van 17 mei 1999 vervangen, opgeheven.

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 31*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31*ter*. In het onderwijs voor sociale promotie, kan niemand als beschermde tijdelijke worden aangesteld in een bepaalde inrichting en een bepaald ambt als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behalve afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldoen hebben aan de dienstplichtwetten;

5° houder zijn van een door de Regering vastgesteld bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt of opeenvolgende afwijkingen, bedoeld in artikel 20, bekomen hebben gedurende ten minste 450 dagen dienst in het ambt, gespreid over minstens 3 schooljaren;

6° aan de wets- en verordeningsbepalingen inzake taalwetten voldoen;

7° bij de indienstreding, een medisch attest overleggen dat maximaal zes maanden oud is, dat aantoonst dat hij zich bevindt in een zodanige gezondheidstoestand dat hij de gezondheid van de leerlingen en de andere personeelsleden niet kan schaden;

8° gedurende de laatste twee schooljaren, in het betrokken ambt, geen ongunstig verslag van een inrichtingshoofd of de bevoegde inspecteur hebben gekregen;

9° op 30 april van het schooljaar dat aan de aanstelling als beschermde tijdelijke voorafgaat, 450 dagen ambtsanciënniteit tellen, gepresteerd in de loop van de 4 laatste schooljaren, waarvan 150 dagen ambtsanciënniteit in de betrokken inrichting;

10° niet getroffen worden door een schorsing bij wijze van tuchtmaatregel, een tuchtschorsing, een terbeschikkingstelling bij wijze van tuchtmaatregel of een non-activiteitstelling bij wijze van tuchtmaatregel opgelegd door de inrichtende macht of elke andere inrichtende macht van een ander net.

Een ongunstig verslag dat over ten minste 100 gepresteerde lestijden loopt, wordt niet in aanmerking genomen, als een gunstig verslag in het betrokken ambt dat over ten minste 400 lestijden loopt, op dat verslag volgt. »

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 31*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31*quater*. In het onderwijs voor sociale promotie, rekening houdend met de beschikbare prestaties, stelt de Regering, in de volgorde van de rangschikking bedoeld in artikel 46*octies*, als beschermde tijdelijke in de betrokken inrichting en het betrokken ambt, de personeelsleden aan die de voorwaarden bedoeld in artikel 31*ter* vervullen, gedurende het schooljaar dat volgt op het schooljaar gedurende hetwelk werd vastgesteld dat zij die voorwaarden vervullen, overeenkomstig artikel 14*septies*, § 1, lid 3.

Zodra het personeelslid de hoedanigheid van beschermde tijdelijke verworven heeft en zolang het die behoudt, komt het van ambtswege voor in de rangschikking van de tijdelijken. Die rangschikking wordt elk schooljaar aangepast door met één eenheid het aantal kandidaturen te verhogen van iedere beschermde tijdelijke, die zo geacht wordt zijn kandidatuur in de vorm en binnen de termijn bepaald bij de oproep tot de kandidaten te hebben ingediend.

Voor de toepassing van het tweede lid, is het aantal kandidaturen dat wordt toegekend aan het personeelslid dat aangesteld is als beschermde tijdelijke op grond van de afwijkingen bedoeld in artikel 31*ter*, eerste lid, 5°, gelijk aan het aantal schooljaren gedurende welke dat personeelslid een aanstelling in het ambt heeft genoten, nadat het heeft voldaan aan de voorwaarde van dezelfde bepaling.

Het personeelslid aan wie geen lestijd meer wordt toevertrouwd in de inrichting en het ambt waarin het de hoedanigheid van beschermde tijdelijke heeft verworven, verliest die hoedanigheid.

In dat geval behoudt het personeelslid bedoeld in het derde lid het genot van zijn rangschikking en wordt ertoe gemachtigd, net zoals de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs, jaarlijks een kandidatuur in te dienen die in aanmerking komt voor die rangschikking.

Na advies van de zonale aanstellingscommissie, maakt de Regering, in de omgekeerde volgorde van de rangschikking als tijdelijke, een einde aan de aanstelling van een beschermde tijdelijke, om in die hoedanigheid, voor een aantal lestijden dat gelijk is aan hoogstens het aantal betrokken lestijden, een personeelslid aan te stellen dat die heeft verloren gedurende de 4 voorafgaande schooljaren. »

**Art. 15.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 31*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31*quinquies*. Het personeelslid dat ziek is, een moederschapsrust geniet of een arbeidsongeschiktheid heeft als gevolg van een arbeidsongeval, wordt aangesteld overeenkomstig artikel 31*quater* als beschermde tijdelijke.

Het aantal dagen bedoeld in artikel 19 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs wordt toegekend aan het personeelslid vanaf de eerste indienstneming die volgt op zijn aanstelling en wordt berekend vanaf die werkelijke indienstneming.

De afwezigheden wegens ziekte van een personeelslid dat overeenkomstig lid 1 wordt aangesteld, worden aangerekend op het aantal dagen die het kan genieten met toepassing van artikel 20 van hetzelfde decreet. »

**Art. 16.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of een beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « een prioritair tijdelijke » en de woorden « worden toegewezen », en worden de woorden « , in het onderwijs met volledig leerplan, » ingevoegd tussen de woorden « door een aanvullende opdracht » en de woorden « of door een aanvullend uurrooster »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « of aan een beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « een prioritair tijdelijke » en de woorden « worden toegewezen », en worden de woorden « , in het onderwijs met volledig leerplan, » ingevoegd tussen de woorden « door een aanvullende opdracht » en de woorden « door een aanvullend uurrooster »;

3° in het derde lid, worden de woorden « of aan een beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « een prioritair tijdelijke » en de woorden « toegekend worden ».

**Art. 17.** In artikel 38, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de woorden « of, in het onderwijs voor sociale promotie, iedere tijdelijke die, op grond van artikel 31ter, 2°, of 31ter, 8°, niet als beschermde tijdelijke aangesteld is », ingevoegd tussen de woorden « als prioritair tijdelijke verworpen is » en de woorden « wordt per aangetekende brief ».

**Art. 18.** Artikel 39, e), van hetzelfde besluit, vervangen door het decreet van 17 mei 1999, wordt opgeheven.

**Art. 19.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 40bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 40bis. Voor de berekening van het aantal dagen ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 31ter, eerste lid, 9° :

1° worden enkel in aanmerking genomen, de diensten die werkelijk werden gepresteerd als hoofdamt in het betrokken ambt en in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, ofwel sedert het personeelslid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt bedoeld in artikel 31quater, ofwel, als de afwijkingen bedoeld in artikel 20 toegekend zijn, vanaf de 451e dag gepresteerd als tijdelijke op het einde van het derde schooljaar, voor het betrokken ambt;

2° bedraagt het aantal dagen verworpen als tijdelijke in een ambt :

a) 300 dagen, indien de gepresterde diensten ten minste vijftig percent vertegenwoordigen van het aantal lestijden per jaar dat noodzakelijk is om een volledige opdracht in dat ambt uit te maken;

b) 150 dagen, indien de gepresterde diensten minder dan vijftig percent vertegenwoordigen van het aantal lestijden per jaar dat noodzakelijk is om een volledige opdracht in dat ambt uit te maken. ».

**Art. 20.** Artikel 41 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In het onderwijs voor sociale promotie, onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 31quater, worden de betrekkingen vóór elke andere aanstelling als tijdelijke aan de beschermde tijdelijken toegekend. ».

**Art. 21.** In artikel 42 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de woorden « of een beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « Een prioritair tijdelijke » en de woorden « kan ontslagen worden », en worden de woorden « of de beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « De prioritair tijdelijke » en « viseert en dateert dit voorstel ».

**Art. 22.** In artikel 43 van hetzelfde artikel, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 29 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « of de beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « De prioritair tijdelijke » en « tegen wie een gemotiveerd voorstel »;

2° in het zesde lid, worden de woorden « of de beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « de prioritair tijdelijke » en « wordt ontslagen ».

**Art. 23.** In artikel 43bis, ingevoegd in hetzelfde besluit door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de woorden « of een beschermde tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « Een prioritair tijdelijke » en « kan vrijwillig zijn ambt neerleggen ».

**Art. 24.** Artikel 44 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Iedere beschermde tijdelijke die het voorwerp is geweest van een afdanking verliest, voor het ambt dat hij op het ogenblik van zijn afdanking uitoefende, de hoedanigheid van beschermde tijdelijke alsmede het voordeel van de ingediende kandidaturen en van het aantal vóór zijn afdanking gepresterde dagen. ».

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 44bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 44bis. De artikelen 26bis, 30, 31, 32, 33, 34, 37, 37bis, 39, 40, 41, eerste en tweede leden, en 44, eerste lid, van deze afdeling, zijn niet toepasselijk op het onderwijs voor sociale promotie. »

**Art. 26.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit, tussen het opschrift « *Afdeling III.* — De benoeming in vast verband en de aanstellingsveranderingen. », ingevoegd door het besluit van de Regering van 1 juni 1993 en artikel 45 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003, worden een onderafdeling 1 en een ondertitel A ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling 1. — Benoeming in vast verband.

A. Benoeming in vast verband in het onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 27.** Tussen artikel 46 en artikel 47 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt een ondertitel B ingevoegd, luidend als volgt :

« B. Benoeming in vast verband in het onderwijs voor sociale promotie.

Artikel 46bis. In het onderwijs voor sociale promotie, kan niemand in een bepaalde inrichting en in een bepaald ambt in vast verband worden benoemd, als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behalve afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldoen hebben aan de dienstplichtwetten;

5° de door de Regering vastgestelde lichamelijke geschiktheid bezitten;

6° als beschermde tijdelijke in het ambt waarin de betrekking vacant wordt verklaard, aangesteld zijn of geweest zijn gedurende de 4 schooljaren die voorafgaan aan de oproep voor benoeming;

7° gedurende de laatste twee schooljaren, in het betrokken ambt, geen ongunstig verslag van een inrichtingshoofd of de bevoegde inspectie hebben gekregen;

8° niet getroffen worden door een schorsing bij wijze van tuchtmaatregel, een tuchtschorsing, een terbeschikkingstelling bij wijze van tuchtmaatregel of een non-activiteitstelling bij wijze van tuchtmaatregel opgelegd door de inrichtende macht of elke andere inrichtende macht van een ander net.

9° zijn kandidatuur in de vorm en binnen de termijn vastgesteld bij de oproep tot de kandidaten hebben ingediend.



Een ongunstig verslag dat over ten minste 100 lestijden loopt, wordt niet in aanmerking genomen, als een gunstig verslag in het betrokken ambt dat over ten minste 400 lestijden loopt, op dat verslag volgt. »

**Art. 28.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46ter. In het onderwijs voor sociale promotie, onder vacante betrekking in een wervingsambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel, dient te worden verstaan : de betrekking(en), voor elke inrichting opgericht, in verband met alle organieke lestijden van éénzelfde ambt, die gedurende de 5 voorafgaande schooljaren in de bedoelde inrichting ononderbroken werden georganiseerd, verminderd met alle lestijden toegewezen aan personeelsleden die in vast verband benoemd zijn en voor de inrichting aangewezen zijn, en met alle lestijden die aan deskundigen werden toegewezen overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1993 tot bepaling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen, wegens hun bijzondere bevoegdheid, voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Voor het wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel, worden als vacant beschouwd, de wervingsbetrekkingen bepaald bij artikel 25 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie die in bedoelde inrichting ononderbroken werden georganiseerd gedurende de 5 voorafgaande schooljaren, en die niet toegewezen zijn aan een in vast verband benoemd personeelslid of aan een administratief personeelslid. »

**Art. 29.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46quater. In het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de maand januari, roept het inrichtingshoofd het basisoverlegcomité van de inrichting bijeen, om de lijst van de vacante betrekkingen na te kijken die door de administratie overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter werd opgemaakt.

Voor 15 februari van elk jaar zendt ieder inrichtingshoofd aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie de lijst van de vacante betrekkingen voor elk ambt over, met vermelding van het aantal betrokken lestijden, alsook de lestijden die kunnen worden toegekend door uitbreiding van opdracht.

Wanneer cursussen gelijktijdig moeten worden georganiseerd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17ter, stelt het inrichtingshoofd aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie, voor éénzelfde ambt, verschillende betrekkingen voor waarvan de som van de lestijden waaruit ze bestaan, niet hoger mag zijn dan het aantal lestijden bedoeld in artikel 46ter. Bij de lijst worden de notulen gevoegd van de vergadering van het basisoverlegcomité, met nauwkeurige vermelding van de redenen tot verantwoording van de vacantverklaringen en waarbij bepaald wordt dat sommige vacante betrekkingen niet aan hetzelfde personeelslid kunnen worden toegekend. »

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46quinquies. Uiterlijk voor 15 maart van elk jaar, zendt elke zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan de Regering de lijst van vacante betrekkingen voor elke inrichting en elk ambt over, met vermelding van het aantal betrokken lestijden. Die lijst moet met redenen worden omkleed.

De zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie moet aan de Regering de lijst verzenden van alle vacante betrekkingen van de inrichtingen van de zone die overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter werden gecreëerd.

Anderzijds, deelt de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan de Regering voor dezelfde datum de adviezen bedoeld in artikel 14quater, § 1, tweede lid, 1° tot 3° mee.

Om in de lijst bedoeld in het eerste lid te kunnen worden opgenomen, moet een vacante betrekking ten minste één twintigste omvatten van het aantal lestijden dat vereist is om een betrekking van een ambt met volledig leerplan uit te maken. »

**Art. 31.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46sexies. Uiterlijk op 15 mei, doet de Regering een oproep voor benoeming door bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, voor elke inrichting en voor elk ambt, van de lijst van betrekkingen die vacant blijven in het onderwijs voor sociale promotie, nadat zij, voor de personeelsleden van de betrokken zone, een uitbreiding van opdracht heeft verricht voor de personeelsleden die deze uitbreiding hebben aanvaard, de verrichtingen heeft uitgevoerd inzake reffectatie, tijdelijk weer in actieve dienst roepen, aanvullende opdracht en aanstellingsverandering, en bepaalt zij het aantal lestijden waaruit elk van die bestaat.

De Regering bepaalt de voorwaarden die vereist zijn van iedere kandidaat voor één van de toe te kennen ambten, alsook de vorm waarin en de termijn waarbinnen de kandidaturen moeten worden ingediend. »

**Art. 32.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46septies ingediend, luidend als volgt :

« Artikel 46septies. In het onderwijs voor sociale promotie, dient de kandidaat die naar verschillende betrekkingen solliciteert een afzonderlijke kandidatuur voor elk van die in. Op straffe van nietigheid, worden de kandidaturen bij de Regering ingediend bij een ter post aangetekend schrijven.

Een kandidaat wordt niet ertoe gemachtigd naar meer dan één betrekking te solliciteren die vacant wordt verklaard voor éénzelfde ambt binnen dezelfde inrichting.

Een kandidaat van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel kan, in de akte voor kandidaatstelling, vragen zijn benoeming in vast verband te beperken tot een aantal lestijden dat lager is dan het aantal lestijden die voor de betrokken vacante betrekking open verklaard zijn, op voorwaarde dat dit aantal niet lager zou zijn dan één twintigste van het aantal lestijden dat vereist is om een ambt met volledig leerplan uit te maken.

Een kandidaat van de categorie van het opvoedend hulppersoneel kan, in de akte voor kandidaatstelling, zijn benoeming in vast verband beperken tot een halftijdse prestatie, wanneer de betrekking als een voltijdse betrekking wordt verklaard. »

**Art. 33.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46octies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46octies. Voor elk van de vacante betrekkingen die overeenkomstig de bepalingen van artikel 46sexies toe te kennen zijn, worden de kandidaten die zich regelmatig kandidaat hebben gesteld en die aan de vereiste voorwaarden voldoen, gerangschikt volgens de dienstanciënniteit die ze op 30 april van het voorafgaande schooljaar hebben verkregen.

Bij gelijke dienstanciënniteit heeft de kandidaat met de grootste ambtsanciënniteit de voorrang.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, heeft de oudste kandidaat de voorrang. »

**Art. 34.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46*novies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46*novies*. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 46*octies*, eerste lid, worden de diensten in aanmerking genomen die werkelijk zijn gepresteerd als hoofdambt in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap vanaf 1 september 1998, ofwel sedert het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor het ambt bedoeld in artikel 31*quater*, ofwel wanneer de afwijkingen bedoeld in artikel 20 toegekend zijn vanaf de 451ste dag gepresteerd als tijdelijke en op het einde van het derde schooljaar, voor het betrokken ambt.

Worden eveneens in aanmerking genomen, de diensten die werkelijk werden gepresteerd vanaf 1 september 1998 in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap als hoofdambt in een ander ambt van dezelfde categorie of van een andere categorie dan die bedoeld in artikel 31*quater*, sedert hij houder is van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor dat andere ambt van dezelfde categorie of van een andere categorie.

Worden eveneens in aanmerking genomen, de diensten die het personeelslid vóór 1 september 1998 werkelijk heeft gepresteerd als hoofdambt in het betrokken ambt, in een ander ambt van dezelfde categorie of van een andere categorie in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, sedert hij houder is van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor het ambt waarin de diensten werden gepresteerd. »

**Art. 35.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46*decies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46*decies*. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 46*octies*, tweede lid, komen alleen in aanmerking de diensten die het personeelslid gepresteerd heeft als hoofdambt vanaf 1 september 1998 in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap in het ambt waarvoor hij zich kandidaat stelt, ofwel sinds het personeelslid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt bedoeld in artikel 31*quater*, ofwel, wanneer de afwijkingen bedoeld in artikel 20 toegekend werden, vanaf de 451ste dag in hoedanigheid van tijdelijke en op het einde van het derde schooljaar voor het bedoelde ambt.

Komen ook in aanmerking de werkelijke diensten die het personeelslid als hoofdambt in het bedoelde ambt gepresteerd heeft in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vóór 1 september 1998, sinds hij houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt waarin de diensten werden gepresteerd. »

**Art. 36.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46*undecies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46*undecies*. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 46*novies* en voor de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 46*decies* :

1° de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt tellen mee voor een anciënniteit die gelijk is aan 300 dagen voor zover de diensten die per schooljaar gepresteerd werden, ten minste 50 % van het aantal lestijden per schooljaar vertegenwoordigen dat nodig is om een volledige opdracht in dat ambt te vormen;

2° de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt tellen mee voor een anciënniteit die gelijk is aan 150 dagen per schooljaar, voor zover de diensten die per schooljaar gepresteerd werden, minder dan 50 % van het aantal lestijden per schooljaar vertegenwoordigen dat nodig is om een volledige opdracht in dat ambt te vormen;

3° de duur van de diensten gepresteerd in twee of meer ambten met volledige of onvolledige dienstprestaties, uitgeoefend in hetzelfde schooljaar, mag nooit hoger zijn dan de duur van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties dat tijdens het bedoelde schooljaar uitgeoefend wordt.

Voor de berekening van de in het eerste lid bedoelde duur van de diensten die in aanmerking worden genomen, zijn de bepalingen van artikel 39, *b* van overeenkomstige toepassing. »

**Art. 37.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46*duodecies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46*duodecies*. § 1. Het personeelslid dat in vast dienstverband wordt benoemd in een ambt met onvolledige dienstprestaties in het onderwijs voor sociale promotie wordt van rechtswege in het klasment van de tijdelijken opgenomen en wordt geacht zijn kandidatuur te hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten. Dit klasment wordt elk jaar aangepast door het aantal van zijn kandidaturen met één eenheid te verhogen.

Het personeelslid dat in vast dienstverband wordt benoemd in een hoofdambt met volledige dienstprestaties in het onderwijs voor sociale promotie verliest het voordeel van een voorafgaande benoeming in een hoofdambt met volledige of onvolledige dienstprestaties.

Als het personeelslid in verschillende ambten in vast dienstverband wordt benoemd, mag het totale aantal lestijden die binnen deze verschillende ambten werden toegewezen, niet hoger zijn dan het minimum vereiste aantal lestijden, bepaald in artikel 9, eerste en tweede leden, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. In het onderwijs voor sociale promotie mag een aanstellingsverandering niet toegekend worden in een ambt uitgeoefend door een beschermde tijdelijke. »

**Art. 38.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 46*terdecies* ingevoegd, luidend als volgt.

« Artikel 46*terdecies*. In het onderwijs voor sociale promotie heeft elke benoeming in vast dienstverband uitwerking vanaf 1 september volgend op de oproep voor benoeming. »

**Art. 39.** Tussen artikel 46*terdecies*, ingevoegd bij dit decreet, en artikel 47, vervangen bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt een ondertitel *C* ingevoegd, luidend als volgt :

« *C*. Gemeenschappelijke bepalingen voor de benoeming in vast dienstverband in het onderwijs met volledig leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie. »

**Art. 40.** Tussen artikel 47, vervangen bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, en artikel 48 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling 2. — Aanstellingsveranderingen. »

**Art. 41.** In artikel 48, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « de daaropvolgende 1 juli » vervangen door de woorden « behalve in de daaropvolgende 1 juli, het onderwijs voor sociale promotie waar ze uitwerking heeft vanaf de daaropvolgende 1 september »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « van de maand januari » vervangen door de woorden « van de maand januari, behalve in het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste veertien dagen van de maand maart »;

3° in § 4, eerste lid, worden de woorden « Een aanstellingsverandering » vervangen door de woorden « Behalve in het onderwijs voor sociale promotie, een aanstellingsverandering ».

**Art. 42.** In artikel 65 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 2003 worden de woorden « en aan de prioritair tijdelijken » vervangen door de woorden « , aan de prioritair tijdelijken en aan de beschermde tijdelijken. »

**Art. 43.** In artikel 67, 1° van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Executieve van 27 september 1991 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de woorden « en aan de prioritair tijdelijken » vervangen door de woorden « , prioritair tijdelijken en beschermde tijdelijken ».

**Art. 44.** In artikel 80 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « de daaropvolgende 1 juli. » vervangen door de woorden « de daaropvolgende 1 juli, behalve in het onderwijs voor sociale promotie waar ze uitwerking heeft vanaf de daaropvolgende 1 september. »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « van de maand januari » vervangen door de woorden « van de maand januari, behalve in het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste veertien dagen van de maand maart »;

3° in § 4, eerste lid, worden de woorden « een aanstellingsverandering » vervangen door de woorden « behalve in het onderwijs voor sociale promotie, een aanstellingsverandering ».

**Art. 45.** In artikel 83 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt een 3°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 3°*bis*. In het onderwijs voor sociale promotie, ten minste 3000 dagen dienstanciënniteit tellen; »;

2° in hetzelfde eerste lid worden de woorden « ten minste zes jaar » vervangen door de woorden « ten minste zes jaar; in het onderwijs voor sociale promotie telt de vereiste ambtsanciënniteit ten minste 1800 dagen; »;

3° hetzelfde artikel 1 wordt aangevuld met een « 7° », luidend als volgt :

« 7° in het onderwijs voor sociale promotie, in het bezit zijn van een attest van slagen voor de opleidingseenheid (heden) bepaald door de Regering. »;

4° tussen het tweede lid en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie, onverminderd de voorwaarde bepaald in het eerste lid, 3°, in afwijking van het eerste lid, 1°, en bij ontstentenis van de kandidatuur van een personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie dat het geheel van de in eerste lid opgesomde voorwaarden vervult, kan de Regering een personeelslid benoemen dat vast titularis is in het onderwijs met volledig leerplan van één van de wervingsambten waarvan de benamingen overeenstemmen met de wervingsambten die toegang verlenen tot de selectieambten in het onderwijs voor sociale promotie of, wat betreft het ambt van onderdirecteur, een personeelslid dat vast titularis is van een ambt van rang 1 of van rang 2 in de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap bedoeld bij het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen. »

**Art. 46.** In artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 9 januari 1996 en 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999, worden het tweede lid en het derde lid vervangen door het volgende lid :

« In het onderwijs voor sociale promotie, voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 83, eerste lid, 3°*bis* en voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 83, eerste lid, 4° zijn de bepalingen van de artikelen 46*novies*, 46*decies* en 46*undecies* van toepassing. »

**Art. 47.** Artikel 85, *g*), ingevoegd bij het besluit van de Regering van 12 januari 1998 en vervangen bij het decreet van 17 mei 1999, wordt opgeheven.

**Art. 48.** In artikel 94 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « de daaropvolgende 1 januari » vervangen door de woorden « de daaropvolgende 1 januari, behalve in het onderwijs voor sociale promotie waar ze uitwerking heeft vanaf de daaropvolgende 1 september. »;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden « van de maand oktober. » vervangen door de woorden « van de maand oktober of, wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste veertien dagen van de maand maart. »

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden « Een aanstellingsverandering » vervangen door de woorden « Behalve in het onderwijs voor sociale promotie, een aanstellingsverandering. »

**Art. 49.** In artikel 97 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « ten minste tien jaar; » vervangen door de woorden « ten minste tien jaar; in het onderwijs voor sociale promotie, telt de vereiste dienstanciënniteit ten minste 3 000 dagen; »;

2° in hetzelfde eerste lid, 4°, worden de woorden « ten minste zes jaar; » vervangen door de woorden « ten minste zes jaar; in het onderwijs voor sociale promotie telt de ambtsanciënniteit ten minste 1 800 dagen; »;

3° in hetzelfde eerste lid, 8°, worden de woorden « te begeven. » vervangen door de woorden « te begeven, of wat betreft de personeelsleden die in vast dienstverband benoemd werden in het onderwijs met volledig leerplan bedoeld in het derde lid, van het brevet van prefectstudie en van directeur »;

4° tussen het tweede lid en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie, onverminderd de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 5°, in afwijking van het eerste lid, 1°, en bij ontstentenis van de kandidatuur van een personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie dat het geheel van de in eerste lid opgesomde voorwaarden vervult, kan de Regering een personeelslid

benoemen dat vast titularis is in het onderwijs met volledig leerplan van één van de wervingsambten waarvan de benamingen overeenstemmen met de wervingsambten die toegang verlenen tot de selectieambten in het onderwijs voor sociale promotie of, wat betreft het ambt van onderdirecteur, een personeelslid dat vast titularis is van een ambt van rang 1 of van rang 2 in de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap bedoeld bij het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen. »

**Art. 50.** Artikel 98 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 9 januari 1996, wordt aangevuld als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie, voor de berekening van deze dienstanciënniteit, zijn de bepalingen van artikel 46*novies* van toepassing. »

**Art. 51.** In artikel 99 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 mei 1999, worden het tweede lid en het derde lid vervangen door het volgende lid :

« In het onderwijs voor sociale promotie, voor de berekening van deze ambtsanciënniteit, zijn de bepalingen van artikel 46*decies* van toepassing. »

**Art. 52.** In artikel 100 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « artikel 85, a), b), c), d), e), f), en g) » vervangen door de woorden « artikel 85, a), b), c), d), e), en f) »;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie, voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor die anciënniteiten, zijn de bepalingen van artikel 46*undecies* van toepassing. »

**Art. 53.** In artikel 106 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het punt « 3° de leeftijd van 35 jaar bereikt hebben; » geschrapt;

2° in het eerste lid, punt 4°, dat punt 3° wordt, na de woorden « ten minste tien jaar; » worden de woorden « in het onderwijs voor sociale promotie telt de vereiste dienstanciënniteit ten minste 3 000 dagen; » toegevoegd;

3° in het eerste lid, punt 5°, dat punt 4° wordt, na de woorden « ten minste zes jaar; » worden de woorden « in het onderwijs voor sociale promotie telt de ambtsanciënniteit ten minste 1800 dagen; » toegevoegd;

4° in het eerste lid, na de punten « 6°, 7° en 8° » die respectievelijk punten « 5°, 6° en 7° » worden, wordt een nieuw 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 8° in het onderwijs voor sociale promotie, houder zijn van het bevorderingsbrevet dat overeenstemt met het te begeven ambt. »

**Art. 54.** Artikel 107 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 9 januari 1996, wordt aangevuld als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie, voor de berekening van de anciënniteiten bedoeld in 1°, 2° en voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor die anciënniteiten bedoeld in 3° van dit artikel, zijn de bepalingen van de artikelen 46*novies*, 46*decies* en 46*undecies* respectievelijk van toepassing. »

**Art. 55.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 110*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 110*bis*. Artikel 108 is niet van toepassing in het onderwijs voor sociale promotie. »

**Art. 56.** In het eerste lid van artikel 111 van hetzelfde besluit worden de woorden « of, voor wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, in een ambt van pedagogisch bestuurder » tussen de woorden « ambt van inspecteur-generaal » en de woorden « indien hij niet voldoet » ingevoegd.

**Art. 57.** In artikel 112 van hetzelfde besluit worden de woorden « en tot inspecteur-generaal » vervangen door de woorden « , tot inspecteur-generaal en tot pedagogisch bestuurder ».

**Art. 58.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 159*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 159*bis*. Wanneer een inrichtingshoofd van het onderwijs voor sociale promotie vaststelt dat hij aan een personeelslid dat niet ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, niet meer een aantal lestijden zal kunnen toevertrouwen dat ten minste gelijk is aan het aantal waarvoor hij als vastbenoemd personeelslid wordt bezoldigd, brengt hij dit binnen de tien dagen ter kennis van de Regering en van de voorzitter van de bevoegde zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie waaronder de inrichting ressorteert.

Het betrokken personeelslid blijft ter beschikking van de Regering, die hem, op eigen initiatief, aanvullende bevoegdheden in zijn inrichting kan toevertrouwen en, op voorstel van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie waaronder de inrichting ressorteert, hem een aanvullende opdracht toevertrouwen in één van de inrichtingen van de zone :

1° ten eerste vóór elke aanstelling van een tijdelijke of van een beschermde tijdelijke;

2° daarna in de door de tijdelijken beklede betrekkingen;

3° tenslotte in de door beschermde tijdelijken beklede betrekkingen, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking als tijdelijke. »

**Art. 59.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 159*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 159*ter*. Wanneer de bepalingen van artikel 159*bis*, tweede lid, niet konden worden toegepast op het geheel van de betrokken lestijden, brengt de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie waaronder de inrichting ressorteert, het binnen de tien dagen ter kennis van de Regering en de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie.

Het betrokken personeelslid blijft ter beschikking van de Regering, die hem, op voorstel van de interzonale aanstellingscommissie, een aanvullende opdracht kan toevertrouwen in een inrichting van een andere zone :

1° ten eerste vóór elke aanstelling van een tijdelijke;

2° daarna in de door tijdelijken beklede betrekkingen. »

**Art. 60.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 159<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 159<sup>quater</sup>. Elk personeelslid mag de lestijden, die hem werden toevertrouwd, weigeren op basis van de bepalingen van artikel 159<sup>ter</sup>, tweede lid, in elke inrichting van een andere zone die zich op meer dan 40 km bevindt van één van de inrichtingen waarin hij in vast dienstverband wordt benoemd. »

**Art. 61.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 167<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 167<sup>ter</sup>, 1. In het onderwijs voor sociale promotie, wanneer een inrichtingshoofd geen enkele vacante leestijd aan een personeelslid kan toevertrouwen, wordt hij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, en brengt het inrichtingshoofd dit binnen de tien dagen ter kennis van de minister en de voorzitter van de betrokken zonale commissie.

Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de minister, die hem, op eigen initiatief, of op voorstel van de betrokken zonale commissie, voorlopig in actieve dienst mag terugroepen of, op voorstel van die commissie, in actieve dienst mag terugroepen voor een onbepaalde duur in één van de inrichtingen van de zone, onverminderd de inachtneming van de bepalingen van artikel 26<sup>ter</sup>, § 2, en vóór elke aanstelling van een tijdelijke of een beschermde tijdelijke.

Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking wordt door de minister in één van de inrichtingen van de zone gereffecteerd op advies van de bevoegde zonale commissie :

1° ten eerste in de door tijdelijken beklede betrekkingen;

2° daarna in de door beschermde tijdelijke beklede vacante betrekkingen, in de omgekeerde volgorde van hun anciënniteit overeenkomstig de bepalingen van artikel 46<sup>octies</sup>.

Het personeelslid treedt pas in dienst, in de betrekking waarin hij wordt gereffecteerd, op 1 september volgend op de datum wanneer beslist werd hem te reffecteren.

**Art. 62.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 167<sup>ter</sup>, 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 167<sup>ter</sup>, 2. Wanneer een personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is, niet in de eigen zone voorlopig in actieve dienst kon teruggeroepen worden, niet in actieve dienst voor onbepaalde duur kon teruggeroepen worden of gereffecteerd voor een aantal lestijden dat ten minste gelijk is aan het aantal waarvoor hij in vast dienstverband wordt benoemd, brengt de voorzitter van de zonale commissie het geval ter kennis van de minister alsook van de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de minister, die hem, op eigen initiatief, of op voorstel van de interzonale commissie, voorlopig in actieve dienst mag terugroepen of, op voorstel van die commissie, in actieve dienst mag terugroepen voor een onbepaalde duur in één van de inrichtingen van een andere zone vóór elke aanstelling van een tijdelijke of in een door een tijdelijke beklede betrekking.

Het personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is, wordt door de minister gereffecteerd op advies van de interzonale aanstellingscommissie in een inrichting van een andere zone in de door tijdelijken vacante beklede betrekkingen. »

**Art. 63.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 167<sup>ter</sup>, 3, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 167<sup>ter</sup>, 3. Elk personeelslid mag de lestijden die hem worden toevertrouwd, weigeren op basis van de bepalingen van de artikelen 159<sup>bis</sup>, tweede lid en 167<sup>ter</sup>, 2, tweede lid, in elke inrichting die zich op meer dan 40 km bevindt van zijn woonplaats. »

**Art. 64.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 167<sup>ter</sup>, 4, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 167<sup>ter</sup>, 4. Het personeelslid dat in actieve dienst voor een onbepaalde duur wordt teruggeroepen, wordt op 1 september volgend op de vacature van een betrekking van zijn ambt in dezelfde inrichting gereffecteerd.

Het personeelslid dat voorlopig in actieve dienst wordt teruggeroepen in een betrekking die ten minste drie vierde omvat van de lestijden waarvoor hij wordt bezoldigd, treedt pas op de daaropvolgende 1 september in dienst in de betrekking waarin hij wordt gereffecteerd. »

**Art. 65.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 167<sup>ter</sup>, 5, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 167<sup>ter</sup>, 5. De bepalingen van de artikelen 167, §§ 1, 2, 3 et 5, alsook artikel 167<sup>ter</sup> van deze afdeling zijn niet van toepassing voor wat betreft het onderwijs voor sociale promotie. »

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen**

**Art. 66.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993 en 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Alvorens als prioritair tijdelijke te worden aangesteld of, wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, alvorens in vast dienstverband te worden benoemd als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moet iedereen zich op verzoek van de Minister, die het onderwijs waaronder het lid ressorteert onder zijn bevoegdheid heeft, aan een door de administratieve gezondheidsdienst georganiseerd geneeskundig onderzoek onderwerpen. »

**Art. 67.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de woorden « en in vast verband worden benoemd » vervangen door de woorden « en in vast verband worden benoemd, of, wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, in vast verband te worden benoemd ».

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs**

**Art. 68.** Artikel 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« Voor de berekening van het aantal dagen zijn van toepassing de bepalingen bepaald bij artikel 39, *b*), *c*) en *d*) van het koninklijk besluit van 22 maart 1969; voor wat betreft het onderwijs voor sociale promotie zijn, vanaf 1 september 1998, de bepalingen van artikel 46 *undecies* van hetzelfde besluit van toepassing. »

**Art. 69.** In artikel 3, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Executieve van 9 november 1998, worden de woorden « in een ander ambt, die het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten voor een ander ambt waarin zij om hun aanstelling als tijdelijke verzoeken » vervangen door de woorden « in een ambt, die het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten voor een ander ambt waarin zij om hun aanstelling als tijdelijke verzoeken, alsook in het onderwijs voor sociale promotie, de personeelsleden die in vast dienstverband worden benoemd in een ambt met onvolledige dienstprestaties ».

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging in het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen**

**Art. 70.** Artikel 1*bis* van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Voor de benoeming in de ambten opgesomd in artikel 10*bis* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, moeten de ambten opgesomd in artikel 1 waarvan de personeelsleden titularis moeten zijn, in het onderwijs voor sociale promotie vervuld zijn geweest. »

**HOOFDSTUK V. — Wijziging in het koninklijk besluit van 22 september 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om te kunnen worden benoemd tot het ambt van inspecteur-generaal**

**Art. 71.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 22 september 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om te kunnen worden benoemd tot het ambt van inspecteur-generaal wordt vervangen als volgt :

« Koninklijk besluit van 22 september 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om te kunnen worden benoemd tot het ambt van inspecteur-generaal of pedagogisch bestuurder. »

**Art. 72.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1*bis*. Om te kunnen benoemd worden tot het ambt van pedagogisch bestuurder, moeten de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap titularis zijn, sinds 1800 dagen ten minste, van één van de ambten opgesomd in artikel 10*bis*, 2° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, en in het bezit zijn van één van de diploma's opgesomd in artikel 1, tweede lid. »

**HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 73.** In artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, vervangen bij het decreet van 20 december 2001, worden de woorden « De vastbenoemde personeelsleden op wie het koninklijk besluit van 22 maart 1969 van toepassing is » vervangen door de woorden « Behalve in het onderwijs voor sociale promotie, het vastbenoemd personeelslid op wie het koninklijk besluit van 22 maart 1969 van toepassing is. »

**Art. 74.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1*bis*. In het onderwijs voor sociale promotie wordt het vastbenoemde personeelslid op wie het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969 van toepassing is, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wanneer geen enkele vacante lestijd in zijn ambt hem kon worden toevertrouwd in de inrichting waar hij zijn ambt in vast dienstverband uitoefent indien hij dit slechts uitoefent in één enkele inrichting, of in het geheel van de inrichtingen waar hij zijn ambt in vast dienstverband uitoefent, als hij dit in verschillende inrichtingen uitoefent.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid dat niet ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie een aantal vacante lestijden hem niet kon worden toevertrouwd dat ten minste gelijk is aan het aantal waarvoor hij bezoldigd wordt, in de inrichting waar hij zijn ambt in vast dienstverband uitoefent, indien hij dit slechts in één enkele inrichting uitoefent, of in één of meer inrichtingen waar hij zijn ambt in vast dienstverband uitoefent, indien hij dit in verschillende inrichtingen uitoefent, wordt in gedeeltelijk opdrachtverlies gesteld. »

**Art. 75.** Artikel 3*bis* van hetzelfde besluit, vervangen bij het decreet van 29 maart 2001, wordt aangevuld als volgt :

« Het personeelslid bedoeld in artikel 1*bis* van dit besluit wordt slechts in gedeeltelijk opdrachtverlies of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking nadat er een einde werd gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt in een vacante betrekking uitoefenen, zulks in de volgorde vastgesteld in artikel 26*ter* van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969. »

**Art. 76.** In artikel 3*quater* van hetzelfde besluit, vervangen bij het decreet van 29 maart 2001, wordt het volgende lid tussen het eerste lid en het tweede lid ingevoegd;

« In het onderwijs voor sociale promotie, bij gelijke dienstanciënniteit, wordt het personeelslid met de kleinste ambtsanciënniteit in gedeeltelijk opdrachtverlies of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking. Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt het minst oude personeelslid in gedeeltelijk opdrachtverlies of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking. »

**Art. 77.** Artikel 3*sexies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 4 juli 1994 en 9 januari 1996 en bij het decreet van 8 februari 1999, waarvan deze tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. In het onderwijs voor sociale promotie voor de diensten gepresteerd vanaf 1 september 1998 wordt de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 3*quater* volgens de volgende regels uitgevoerd :

1° de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt tellen mee voor een anciënniteit die gelijk is aan 300 dagen, als de gepresteerde diensten per schooljaar ten minste 50 % van het aantal lestijden per jaar vertegenwoordigen dat nodig is om een opdracht in dat ambt te vormen;

2° de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt tellen mee voor een anciënniteit die gelijk is aan 150 dagen per schooljaar, als de diensten gepresteerd per schooljaar minder dan 50 % van het aantal lestijden per jaar vertegenwoordigen dat nodig is om een volledige opdracht in dat ambt te vormen;

3° de duur van de in twee of meer ambten gepresteerde diensten, met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, mag de duur van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties, uitgeoefend tijdens dezelfde lestijd, nooit overschrijden;

4° dertig dagen vormen een maand;

5° de duur van de in aanmerking komende diensten die het personeelslid telt, mag voor een kalenderjaar nooit twaalf maanden overschrijden. »

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 78.** Artikel 1 van het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven.

**Art. 79.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 491-1. — Verslag, nr. 491-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 februari 2004.